

Nouvelle journée d'action le 2 octobre

Tous unis pour une autre réforme des retraites



Manifestation du 23 septembre



N° 584
DU 2 AU 8 OCTOBRE

1,5€

10, rue de Solferino
75333 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 56 77 52 - Fax : 01 47 05 27 70
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • David Assouline
• RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat (77 52) • PHOTO Philippe Grangeaud (76 00) • MAQUETTE Florent Chagnon (79 44)
• FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94) Saint-Mandé • N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223 • ISSN 127786772
"L'Hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 25 200 exemplaires

L'AGENDA

2 octobre

► **Manifestation**

Tous ensemble pour sauver notre système de retraite !



9 octobre

► **International**

Convention nationale Pour une nouvelle donne internationale et européenne au CNIT-La Défense (92)

12 octobre

► **Mobilisation**

Journée de grève pour la défense de notre système de retraite





L'info en continu

Alain Vidalies, 24/09/10

Responsabilité

« Le nombre de demandeurs d'emploi inscrit à Pôle emploi de catégorie A a augmenté au mois d'août de plus de 15 900. Depuis un an, ce sont près de 125 000 Français qui se sont inscrits au Pôle emploi. Ces chiffres n'ont rien de surprenant au regard de la politique destructrice d'emplois que le gouvernement mène depuis maintenant trois ans. La responsabilité du gouvernement est claire. Sur un an, le chômage des plus de 50 ans a augmenté de 16,6 %, soit presque le double de la moyenne nationale. Ce seul chiffre souligne le caractère socialement injuste et économiquement absurde du projet de réforme des retraites ».

Marisol Touraine, 24/09/10

Cynisme

« Eric Woerth vient de fermer la porte à tout ce qui peut être demandé pour améliorer la retraite des femmes quand il explique qu'à 65 ans les femmes qui font valoir leurs droits sont souvent sans emploi depuis vingt ans, cela veut dire que qu'on va leur demander d'attendre encore deux ans avant d'acquiescer leurs droits, elles vont attendre deux ans de plus pour avoir moins de retraite puisqu'elles resteront deux ans de plus sans emploi. Une espèce de cynisme d'État règne dans l'organisation de cette réforme ».

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

5 millions

c'est le nombre de salariés qui seraient potentiellement astreints à un travail pénible. La réforme des retraites du gouvernement, en confondant invalidité et pénibilité, fait fi de ces 5 millions de travailleurs. Pour que la pénibilité soit réellement prise en charge, pour que les plus faibles ne soient pas les sacrifiés de la réforme, le PS sera dans la rue le 2 octobre pour demander une réforme, juste, efficace et durable des retraites.

L'ACTU DU BUREAU NATIONAL

2 octobre : mobilisation

Alors que l'examen des mesures gouvernementales commence au Sénat et après les fortes mobilisations du 24 juin et des 7 et 23 septembre, il est décisif d'adresser au gouvernement un message fort et clair. « Il est encore possible de le faire reculer. Mobilisation après mobilisation, sa position est de plus en plus fragile, a déclaré le PS réuni en BN, le débat se poursuit et les Français voient de plus en plus combien cette réforme est injuste et ne règle en rien la question du financement ». Le Parti socialiste appelle donc les Français à participer massivement à la mobilisation du 2 octobre pour la défense des retraites.

Nouvelles restrictions pour les malades

La commission des comptes de la sécurité sociale a annoncé un déficit du régime général de plus de 23 milliards d'euros en 2010. Si le gouvernement affiche

une baisse pour 2011, « C'est au prix de prévisions exagérément optimistes » a déclaré le BN. Pour l'assurance maladie, ce déficit devrait tourner autour de 12 milliards d'euros, en hausse. « En 2011, les réponses apportées sont une fois encore les mêmes, analyse le BN, faire payer les malades à travers de nouveaux déremboursements ». Alors que les dépenses de santé à la charge des Français ont augmenté de plus de 50% depuis 2001 et que 40% des Français renoncent à des soins ou les diffèrent, le gouvernement adopte des mesures qui vont aggraver la situation. « Il poursuit un mouvement inexorable de réduction de la place de l'assurance maladie, au profit d'organismes complémentaires, et ouvre la voie à la privatisation du système de santé avec la sélection des risques et des patients » constate le BN. Face à la dérive des comptes sociaux, les socialistes proposent d'opérer une refonte globale des prélèvements sociaux conforme

aux exigences d'efficacité, de justice et de progressivité.

Négociations israélo-palestiniennes

La poursuite des négociations directes israélo-palestiniennes est menacée par la reprise des constructions par les colons israéliens dans les territoires palestiniens. Le Parti socialiste demande au gouvernement israélien de « prolonger le moratoire sur les nouvelles constructions dans les colonies pour ne pas mettre en péril les négociations de paix ». Il appelle les protagonistes à continuer les discussions, pour aboutir à un accord permettant de garantir la sécurité à l'Etat d'Israël et la création d'un État palestinien souverain et viable. Le Parti socialiste demande au gouvernement français et à l'Union européenne de peser de tout leur poids aux côtés du Président Obama et de son administration pour donner toutes leurs chances aux fragiles espoirs de paix.

TÉMOIGNAGES

Mobilisé-e-s pour les retraites

Ils ont manifesté le 7 septembre. Ils y étaient aussi le 23. Ils seront encore là le 2 octobre

Ghyslaine, 70 ans, Saint-Brieuc

« À chaque fois qu'il y a une manif je descends dans la rue et encore plus pour les retraites. Pour moi c'est fait, mais je pense à mes enfants et à mes petits-enfants. Quand on entend qu'on serait moins nombreux à défiler parce que les gens commenceraient à accepter la réforme, c'est faux. Ils mettent de l'huile sur le feu et ils le savent bien. Ils pensaient que les gens seraient résignés, il n'en est rien. Il ne faut rien lâcher. Si on lâche là dessus, on est foutu. Après c'est l'escalade ».

Flore, 22 ans Paris XI

« Je fais partie d'une génération qui aura du mal à entrer sur le marché du travail. En plus étant une femme, j'aurai une carrière plus morcelée et, selon les statistiques, je serai moins bien rémunérée qu'un homme. Au final cette réforme pour moi c'est travailler plus pour gagner moins. Ce n'est pas parce que le gouvernement veut que les gens n'y croient plus qu'il ne faut plus y croire. À partir du moment où on ne manifeste plus, c'est qu'on est résigné. Or ce n'est pas parce que le gouvernement a fait passer sa réforme brutalement, qu'il faut se

taire et ne pas leur montrer qu'on n'est pas d'accord ».

Arnaud, 29 ans, Paris XIX

« Il est encore possible de faire reculer cette loi grâce au Sénat. Le combat contre le CPE est en cela un exemple. La loi était passée à l'Assemblée, la lutte des sénateurs et la colère de la rue ont eu raison du CPE. Il faut continuer dans cette voie, rien n'est perdu. Je manifesterai tant qu'il le faudra. Si la loi est votée au Sénat, cela va être problématique, mais je compte sur la victoire des socialistes en 2012 pour tout faire péter et revenir ainsi sur l'âge légal ».

Les socialistes à l'offensive

En direct de l'Assemblée

Le débat sur la réforme des retraites a marqué un tournant dans les relations entre l'opposition et Bernard Accoyer, président de l'Assemblée nationale. En empêchant les députés socialistes de motiver leur vote contre le projet de loi le 15 septembre dernier, Bernard Accoyer « a pris la grave décision de violer le règlement de l'Assemblée nationale » affirment les députés de gauche. « Notre Assemblée est plus que jamais réduite à une Chambre d'enregistrement, ajoutent-ils, parce que Monsieur Accoyer n'a pas su, pas pu, ou pas voulu s'opposer à cette dérive, parce que dans le débat sur les retraites, il a préféré complaire au président de la République plutôt que protéger une institution dont il est le garant, il n'est plus digne à nos yeux de présider notre Assemblée ». Mardi 28 septembre, les députés de gauche ont donc ensemble, demandé la démission de Bernard Accoyer. Symboliquement, pour montrer leur opposition, les députés socialistes ont également décidé de rester assis à l'entrée de Bernard Accoyer dans l'hémicycle : « Nous disons que l'Assemblée nationale n'est pas respectée », explique Bruno Le Roux, *je ne me lève pas devant un président UMP* ».

Au Sénat

Après son passage express à l'Assemblée nationale, la réforme des retraites arrive en débat au Sénat le 5 octobre. Les sénateurs de l'opposition ont promis de prolonger le débat davantage qu'au Palais Bourbon car ils n'ont pas les mêmes contraintes de temps parlementaire. La discussion pourrait ainsi durer entre deux et trois semaines. « Il faut que le gouvernement sache qu'il n'en a pas fini avec la démocratie », déclare Jean-Pierre Bel, président du groupe socialiste, *le débat a été censuré à l'Assemblée nationale, ils n'ont pas voulu de discussions avec les syndicats, au Sénat nous montrerons qu'une autre politique est possible* ».

Au Parlement européen

Mercredi 29 septembre, une délégation d'eurodéputés socialistes, conduite par Harlem Désir et Catherine Trautmann, a participé, à la manifestation organisée par la Confédération européenne des syndicats. Dans un tract distribué au cours de la manifestation, le groupe S&D au Parlement européen a rappelé ses 5 propositions pour une sortie de crise équitable : un pacte européen pour la croissance et l'emploi, une agence européenne de la dette et un Fonds monétaire européen pour une meilleure gestion des dettes publiques et une diminution du coût de l'emprunt, une stratégie souple

pour ramener les déficits publics en dessous de la barre des 3% du PIB à l'horizon 2015, une taxe sur les transactions financières, une lutte efficace contre la fraude fiscale, un impôt sur le revenu plus juste et un agenda anti-crise.

Tribune commune

Les socialistes se sont opposés au projet de loi Besson sur l'immigration à l'Assemblée Nationale, au Sénat et au Parlement européen simultanément. Au nom des élus socialistes, Catherine Trautmann, Jean-Marc Ayrault et Jean-Pierre Bel ont ainsi dénoncé dans le projet de loi sur l'immigration « un amendement anti-pauvres du gouvernement, qui porte gravement préjudice à la lettre et à l'esprit même du Traité ainsi qu'au principe de libre circulation. Une obligation de quitter le territoire pour des citoyens européens ne peut être prononcée que dans des cas très exceptionnels, en cas de troubles réels à l'ordre public. Revenir sur ce principe, c'est revenir 50 ans en arrière, à l'Europe des frontières, et instaurer un rideau de fer ciblant uniquement les pauvres ». Alors que le gouvernement tente de justifier cette énième loi de réforme de l'immigration par la nécessité de transposer plusieurs directives européennes, il contrevient directement au droit européen, en l'occurrence la directive sur la libre circulation.

L'info en continu

Sandrine Mazetier, 28/09/10

Immigration

« Demain, si ce projet de loi passait en l'état, pour un même crime ou délit, on ne serait pas sanctionné de la même manière selon que l'on est Français de souche, potentiel, naturalisé ou étranger. Aujourd'hui, c'est à l'égalité devant la loi que l'on s'en prend. Cette politique du coup de menton et de la diversion n'a non seulement rien réglé mais a des conséquences désastreuses. Ce ne sont plus seulement les droits fondamentaux des étrangers qui sont bafoués, ce sont aussi les Français qui sont inquiétés, déstabilisés et la France qui, aux yeux du monde, est abîmée ».

Jean-Christophe Cambadélis
« Dis-moi où sont les fleurs ? »

Essai sur la politique étrangère de Nicolas Sarkozy, l'Encyclopédie du socialisme.



Nicolas Sarkozy a trouvé dans la politique étrangère une sorte de prolongement de sa politique intérieure,

fondé sur le primat de la « famille occidentale » et du maintien de l'ordre légitimé par les « valeurs ». Il a pris ainsi le contre-pied de toute une tradition française. Si Nicolas Sarkozy est partout, la France n'est nulle part, c'est ce que démontre cet essai de Jean-Christophe Cambadélis.

Renseignements:
Encyclopédie du socialisme, 12, Cité Malesherbes, 75009 Paris

TERRITOIRES

Pour une autre réforme des territoires



Le 25 septembre, les élu-es socialistes organisaient une journée de mobilisation pour la défense des territoires menacés par la contre-réforme territoriale de la droite.

Dans toutes les fédérations, des opérations de sensibilisation des citoyen-nes, par des distributions de tracts, comme dans la Nièvre, des déploiements de banderoles, comme dans l'Ariège ou dans les Vosges, des pétitions, comme en Seine Maritime, ont été lancées. Dans le Finistère par exemple, les élu-es ont été appelés à fermer leur mairie, et à se rassembler devant les permanences des sénateurs. Ils étaient

ainsi nombreux à Quimper avec Maryvonne Blondin, à La Roche-Maurice avec François Marc et à Lanmeur avec Jean-Luc Fichet qui a notamment dénoncé « une réforme injuste qui assèche les collectivités et pénalise surtout les communes rurales ». L'Assemblée nationale a adopté mardi 28 septembre en deuxième lecture le projet de loi sur la réforme des collectivités territoriales. Les députés socialistes ont voté contre. Une commission mixte paritaire devrait être convoquée sur le sujet courant octobre.

PS



Samedi 2 octobre, encore plus nombreux-ses pour nos retraites !

À la veille du début de la discussion au Sénat, rien n'est joué ! La force et l'ampleur de la mobilisation peuvent encore faire reculer le gouvernement. C'est une nécessité : sa réforme reste profondément injuste et ne règle rien. Elle ne garantit ni le financement du système par répartition ni le pouvoir d'achat des retraités.

Les mesures du gouvernement vont :

- ▶ transformer les jeunes retraités en vieux chômeurs, en obligeant les seniors à cotiser plus longtemps, et contraindre les femmes qui ont eu des carrières fractionnées à partir à 67 ans
- ▶ entraîner une baisse des pensions, comme après les précédentes réformes de la droite
- ▶ exclure la prise en compte de la pénibilité, qui n'a rien à voir avec l'invalidité
- ▶ faire porter plus de 90 % des nouveaux efforts sur les seuls salariés et presque rien sur les revenus du capital
- ▶ piller le Fonds de réserve des retraites pour maquiller les déficits en vue de 2012, sans même régler durablement le problème du financement !

Les socialistes proposent :

- 1. le maintien de l'âge légal de départ à 60 ans, protection pour les salariés ayant commencé à travailler le plus tôt, liberté de choix pour tous.**
- 2. une réelle prise en compte de la pénibilité, tenant compte de l'espérance de vie liée aux parcours professionnels.**
- 3. le financement des retraites du premier au dernier euro par des efforts partagés : les revenus du capital et les banques doivent aussi contribuer à l'effort de solidarité.**
- 4. la prise en compte par des mesures démographiques de l'allongement de la durée de la vie.**
- 5. un Fonds de réserve des retraites garanti, pour amortir les chocs démographiques ou économiques.**

**Mobilisons-nous pour faire reculer le gouvernement
Mobilisons-nous pour une réforme juste, qui
préserve nos retraites et celles de nos enfants**

Retrouvez toutes nos propositions sur parti-socialiste.fr